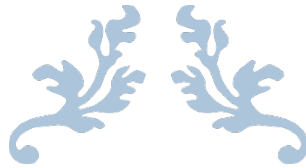


Sous la direction de :  
**Fatié OUATTARA**



---

# REVUE LES TISONS

---

*Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société*



Revue indexée par

**ESJI** Eurasian  
Scientific  
Journal  
Index  
[www.ESJIndex.org](http://www.ESJIndex.org)

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

*Revue LES TISONS*, Numéro 0004 – déc. 2025  
e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524



---

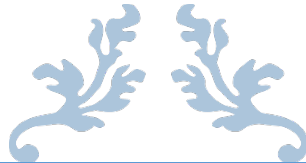
# REVUE LES TISONS

---

*Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société*



Sous la direction de :  
**Fatié OUATTARA**



---

## REVUE LES TISONS

---

*Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société*



Revue indexée par

**ESJI** Eurasian  
Scientific  
Journal  
Index  
[www.ESJIndex.org](http://www.ESJIndex.org)

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

*Revue LES TISONS*, Numéro 0003 – déc. 2025  
e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524



**Revue LES TISONS, Numéro 0003 – déc. 2025**

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

<http://www.revuelestisons.bf>

[revuelestisons.ujkz@gmail.com](mailto:revuelestisons.ujkz@gmail.com)

[lestisons@revuelestisons.bf](mailto:lestisons@revuelestisons.bf)

e-ISSN: 2756-7532

p-ISSN: 2756-7524

S/C Université Joseph KI-ZERBO

BV 30053 OUAGA 1200 Logements

10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso



## **Numéros déjà parus**

*Revue LES TISONS*, Numéro spécial, septembre 2025

*Revue LES TISONS*, No 0003, juin 2025

*Revue LES TISONS*, Numéro spécial, mars 2025

*Revue LES TISONS*, No 0002, décembre 2024

*Revue LES TISONS*, No 0001, juin 2024

*Revue LES TISONS*, Numéro spécial, Vol.1 et 2, janvier 2024

*Revue LES TISONS*, No 0000, Vol.1 et 2, décembre 2023



## **Présentation de la revue**

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme dans le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrique des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la

science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine des Sciences de l'Homme et de la Société : Anthropologie, Communication, Droit, Écologie, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Linguistique, Philosophie, Psychologie, Sociologie, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique en publication (ligne et papier).

### **Mode de soumission et de paiement**

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : [estisions@revuelestisons.bf](mailto:estisions@revuelestisons.bf); [revuelestisons.ujkz@gmail.com](mailto:revuelestisons.ujkz@gmail.com).

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (00226.66.00.66.50, OUATTARA Fatié), par Western Union ou par Money Gram.

## **Considération éthique**

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

## **Normes éditoriales**

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38<sup>e</sup> session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1.; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);

- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

*Exemples :*

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2<sup>nd</sup>e éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogenes*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères

compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (200 mots maxi, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais.

### **Direction de publication**

*Directeur* : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Directeur adjoint* : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste, Université Nazi Boni (Burkina Faso)

### **Secrétariat de rédaction**

*Secrétaire* : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Membres* : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Beli Alexis NÉBIÉ, Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Édith DAH, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Mathieu Beli DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

M. Jean Baptiste PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Saïdou BARRY, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

#### **Comité de lecture**

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr M. Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Awa OUOBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Clotaire Alexis BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso);

Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso);

Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Firmin GOUBA, MC, Philosophe, IPERMIC/Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gninlan Hervé COULIBALY, MA, Sociologue, Université Péléforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire) ;

Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Isidore YANOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Jérémi ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso);

Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Magloire É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso);

Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ollo Pépin HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso);

Dr R. U. Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Rasmata BAKYONO/NABALOUM, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO ((Burkina Faso);

Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso);

Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Serge SAMANDOULGOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso);

Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

### **Comité scientifique international**

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso);

Pr Augustin PALÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);  
Pr Bouma F. BATIONO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);  
Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);  
Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);  
Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);  
Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire);  
Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso);  
Pr Emmanuel Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun);  
Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin);  
Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique);  
Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);  
Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun);  
Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique);  
Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);  
Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada);

Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France);

Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada);

Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique);

Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo);

Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ludovic KIBORA, DR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso) ;

Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Sébastien YOUGBARÉ, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali);

Dr Décaïrd KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire);

Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo);

Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun);

Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire);

Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali);

Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire);

Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France);

Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal);

Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali);

Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal);

Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique);

Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France);

Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ;

Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).



## Crises sociopolitiques en Afrique : enjeux et solutions pour une paix durable

### *Sociopolitical crises in contemporary sub-Saharan Africa: challenges and solutions for lasting peace*

N'dah Pascal N'TCHA

Docteur en Philosophie

[npascoulo\\_maria@yahoo.fr](mailto:npascoulo_maria@yahoo.fr)

**Résumé :** Les crises socio-politiques en Afrique se caractérisent essentiellement par une instabilité chronique qui ralentit considérablement le développement durable du continent. Elles trouvent leur origine dans des facteurs multiples. Les tensions, révoltes populaires, coups d'État, et conflits armés sont alimentés par des causes structurelles et institutionnelles. Pour envisager une paix durable, plusieurs pistes sont à explorer. Il s'agit notamment de renforcer les institutions démocratiques, de promouvoir une gouvernance inclusive et équitable, de lutter contre les injustices et inégalités socio-économiques et d'investir dans l'éducation à la citoyenneté et à la culture de la paix. Cet article propose une lecture critique des causes des crises en Afrique et explore des voies durables de sortie de crise à partir d'une approche philosophique. Il propose des solutions pour la construction d'une paix durable et véritable pour le développement du continent et l'épanouissement de ses citoyens.

**Mots-clés :** crises, Afrique, paix, identité, justice, développement

***Abstract:** Socio-political crises in Africa are essentially characterized by chronic instability that significantly hinders the continent's sustainable development. They stem from multiple factors. Tensions, popular uprisings, coups d'état, and armed conflicts are fueled by structural and institutional causes. To envision lasting peace, several avenues must be explored. These include strengthening democratic institutions, promoting inclusive and equitable governance, combating socio-economic injustices and inequalities, and investing in education for citizenship and a culture of peace. This article offers a critical analysis of the causes of crises in Africa and explores sustainable paths out of crisis from a philosophical perspective. It proposes solutions for building lasting and genuine peace for the continent's development and the well-being of its citizens.*

***Keywords:** crises, Africa, peace, identity, justice, development*

#### **Pour citer cet article**

N'dah Pascal N'TCHA, 2025, « Crises sociopolitiques en Afrique : enjeux et solutions pour une paix durable », *Revue LES TISSONS*, No 0004, décembre, pp. 273-291.

## Introduction

Dans les années 1950 et 1960, quand les États africains se sont émancipés de la colonisation européenne, il ne fit pas de doute, pour les commentateurs « éclairés », que cette vague d'indépendances allait ouvrir la voie à des progrès rapides vu les potentialités dont regorge le continent. En effet, le continent africain riche de ses ressources naturelles et par la densité de sa population, devrait *a priori* être plus prospère et en paix. Hélas ! Plus de soixante ans après, les Africains se retrouvent à la case départ. En lieu et place de paix et de développement, c'est plutôt des crises et des conflits, le chaos et la misère ; ce qui suscite l'indignation de plus d'un. Erik Orsenna, dans la préface de l'ouvrage, *L'Afrique noire est-elle maudite ?*, de Moussa Konaté, s'exprime en ces termes :

Pourquoi ? Pourquoi, riche comme elle est de cultures, de dynamismes, d'inépuisables créativité, de matières premières et d'espace, pourquoi l'Afrique tarde-t-elle tant à entrer dans le développement ? Pourquoi tant de guerres locales, tant de maladies, tant d'analphabétisme, tant de cruautés d'un autre âge envers les femmes ? Pourquoi tant de mauvais dirigeants, pilliers des ressources nationales ? Pourquoi tant de corruption ? Pourquoi les « élites » croient-elles si peu en l'Afrique qu'elles s'empressent d'aller investir ailleurs l'argent gagné sur place ? Colbert aussi mélangeait volontiers le Trésor public et sa cassette personnelle. Mais les sommes ainsi détournées ne servaient qu'à faire croître la France. Pourquoi ce retard de l'Afrique ? Malédiction ou refus viscéral de notre modernité ? (M. Konaté, 2010, p. 7).

Pour Erik Orsenna, il est incompréhensible, voire inadmissible qu'un aussi riche continent peine à prendre les marques de son développement, s'embourbe dans un tel marasme. Les lieux des indépendances de voir une Afrique développée et épanouie ont laissé place à un cataclysme marqué par des guerres et conflits identitaires. Au cœur de la plupart de ces déchirements se trouvent des racismes de toute sorte débouchant souvent sur des conflits confessionnels ou intercommunautaires armés aux conséquences dramatiques.

On peut citer les cas respectivement du Libéria, de Sierra-Leonne, du Nigéria (guerres politico -confessionnelles entre Nord

musulman Haoussa-Fulani et Sud chrétien Ibo-Yoruba), du Ghana (conflits tribaux en 1992 entre Konkomba et Nanumba à la suite du vol d'une pintade), du Bénin (tensions postélectorales entre Nord musulman et Sud chrétien en 1996), de Guinée Conakry (entre peuls et malinké), de Côte d'Ivoire avec le concept dit « d'ivoirité » qui accouché une poudrière identitaire soldée par des milliers de morts, de disparus et de déplacés. Il y a souvent des conflits intercommunautaires au Niger entre sédentaires (Haoussa, Zarma) et nomades (peuls ou touaregs) (H. Yacouba, 2017, p. 41).

À ces conflits susmentionnés s'ajoutent les guerres tribales qui ont eu lieu au Burundi, en Ouganda, en République démocratique du Congo (ancien Zaïre), et cet autre drame qu'est le génocide rwandais de 1994. De plus, on assiste à la croissance du phénomène de l'immigration clandestine où des centaines d'africains périssent dans la méditerranée à la recherche d'un eldorado, fuyant la guerre et la famine. Le comble de nos jours, c'est le terrorisme qui bat son plein en Afrique noire surtout au sahel ; çà et là des embuscades, des explosions, des enlèvements et la liste n'est pas exhaustive.

Nous avons en mémoire les jeunes lycéennes de Chibok enlevées au Nigéria, les attaques dans les lieux de culte et de rassemblement dont les dégâts sont catastrophiques surtout au plan humain. Ce mouvement « djihadiste », comme on l'appelle qui, au départ était inexistant sur le continent africain, y foisonne donnant naissance même à des sous-groupes tels que les shebab en Somalie, AQMI (Al-Qaïda au Maghreb Islamique), An sardine (Défenseurs de la religion), Boko Haram qui considère que l'éducation occidentale est un péché. « Tous ces groupes depuis un certain temps mettent à mal la paix et la sécurité au sahel » (H. Yacouba, 2017, p. 47) et dans toute l'Afrique.

Qu'elles prennent la forme de conflits armés, de coups d'État, de violences électorales, ou de tensions ethno-religieuses, ces crises traduisent des dysfonctionnements profonds dans les structures politiques, économiques et sociales de nombreux pays africains. Ces réalités compromettent durablement la stabilité politique, la paix sociale et le développement humain sur le continent.

Devant ce constat fort alarmant, il est plus qu'urgent de songer à la construction d'une paix véritable et durable sur notre continent.

L'expérience des conflits exacerbés que connaît l'Afrique noire oblige à recentrer l'attention sur des éléments centraux et des préconditions de la paix civile. Pour Halidou Yacouba, la paix civile et politique est gravement menacée sur le continent, alors même que celle-ci est la condition première, originelle et fondamentale de tout développement. Pour qu'un peuple puisse penser à sa vie quotidienne, il a besoin de vivre dans la paix. L'assurance qu'il ne risque rien lui permet de se concentrer dans la réalisation de sa vie. Cette idée est également valable pour les nations. Un pays plongé dans un conflit a du mal non seulement à asseoir des mécanismes permettant le développement de son économie, mais aussi a du mal à assurer le bien-être et l'épanouissement de sa population.

Mais avant de parler de paix, et des voies et moyens pour y parvenir, il est fort important de savoir le pourquoi des conflits, autrement dit la racine des crises qui sévissent sur le continent africain. Une fois l'origine de ces crises trouvée, il est plus qu'aisé de trouver des solutions propices pour la construction d'une paix durable et véritable.

Convaincu que la paix ne saurait être réduite à l'absence de guerre, l'objectif de la présente étude est de montrer que la paix suppose un ordre social fondé sur la justice, la reconnaissance mutuelle, la participation citoyenne et la redistribution équitable des richesses. C'est pourquoi penser une paix durable en Afrique noire exige d'identifier les causes profondes des crises, d'en mesurer les impacts et de proposer des solutions endogènes, réalistes et inclusives.

L'objectif de la présente étude est donc de mettre en lumière les causes justificatrices de ces différentes crises et de proposer des solutions idoines pouvant juguler non seulement tous ces fléaux qui portent entorse à la quiétude sur le continent, mais aussi des solutions pouvant servir à construire une paix durable et véritable pour le développement du continent africain et l'épanouissement de ses citoyens.

Comment parvenir à une paix durable en Afrique ? D'où proviennent les crises sociopolitiques sur le continent africain ? quelles sont les conditions d'une paix durable en Afrique ?

Cet article montre, d'une part que l'injustice se traduit par la violation des droits de l'homme et l'exclusion en tant que refus de reconnaissance de la différence ; elle est la cause fondamentale des

crises sociopolitiques en Afrique. D'autre part, il fait ressortir qu'une paix durable en Afrique requiert l'adoption d'une bonne politique de gouvernance ainsi que la reconnaissance des diversités, voire la tenue d'assises spirituelles telles que le dialogue et le pardon.

## **1. Causes justificatrices des crises sociopolitiques en Afrique**

L'Afrique, malgré ses immenses richesses naturelles, culturelles et humaines, reste confrontée à des crises sociopolitiques récurrentes qui freinent son développement et compromettent la paix, l'harmonie et la stabilité sociales. Ces crises s'expliquent par un enchevêtrement ces causes politiques, sociales et économiques qui mettent en lumière la fragilité structurelle des États du continent.

Les causes profondes des crises sociopolitiques en Afrique résident dans la gouvernance défailante de nos États caractérisée essentiellement par la corruption endémique, l'exclusion politique, les détournements et les injustices et inégalités socio-économiques et l'ingérence étrangère et les intérêts géostratégiques.

### **1.1. De la gouvernance déficiente des États**

La gouvernance défailante constitue l'une des causes majeures des crises sociopolitiques en Afrique. Elle se traduit par une gestion inadéquate des affaires publiques, un manque de transparence, la corruption, le népotisme, la répression, la faiblesse des institutions démocratiques et l'exclusion.

Une gouvernance déficiente entraîne l'affaiblissement des institutions démocratiques. En effet, elle fragilise les institutions et les rend incapables de garantir la justice, de protéger les droits humains ou d'organiser les élections libres. Cela alimente la contestation, la perte de la confiance et parfois des soulèvements populaires comme ça a été le cas au Burkina Faso en 2014 avec l'insurrection populaire qui a conduit à la démission du Président Blaise Compaoré. L'absence d'institutions fortes, indépendantes et démocratiques favorise les conflits électoraux récurrents. Les fraudes, tripatouillages constitutionnels et le refus d'alternance démocratique nourrissent les tensions et les fraudes.

La faiblesses des politiques publiques dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'emploi accentue la précarité sociale et

prépare le terrain à l'instabilité. La bonne gouvernance est un facteur déterminant de la stabilité et du développement. Son contraire, ne peut que générer instabilité et sous-développement.

À cela s'ajoute la corruption et les détournements des ressources. Ils sont caractérisés par l'enrichissement illicite des élites au détriment de la population. Ce qui provoque souvent des frustrations, renforce les inégalités sociales et économiques et crée un terreau favorable aux révoltes ou à la radicalisation. Dans nos États contemporains, nous assistons en outre à l'exclusion politique et sociale. En effet, la marginalisation de certains groupes (ethniques, religieux, régionaux) dans la gestion des affaires de l'État crée souvent un sentiment d'injustice et conduit à des conflits ou des revendications violentes.

Lorsque l'État est perçu comme accaparé par une élite prédatrice, il perd sa légitimité. C'est pourquoi, Joseph Ki-Zerbo estimait qu'on ne développe pas, on se développe pour souligner la nécessité d'une gouvernance centrée sur les peuples et leurs besoins.

La mauvaise gouvernance fragilise l'État, creuse le fossé entre les gouvernants et les gouvernés, et constitue le moteur des crises sociopolitiques en Afrique noire.

## **1.2. Injustices et inégalités socio-économiques**

Les injustices et inégalités socio-économiques jouent un rôle central dans l'émergence et la persistance des crises sociopolitiques en Afrique noire contemporaine. Elles créent un climat d'exclusion, de frustration et de colère qui peut déboucher sur des conflits ouverts. Lorsqu'une grande partie de la population vit dans la pauvreté pendant qu'une minorité jouit de privilèges injustifiés, cela nourrit un ressentiment social profond et une perte de confiance dans les dirigeants et les institutions.

Aussi, l'inégale répartition des richesses (éducation, santé, emploi, infrastructures) entre régions ou groupes sociaux alimente les tensions ethniques, régionales ou communautaires, susceptibles de dégénérer en crises. L'injustice et l'exclusion dans la répartition des richesses provoquent frustration.

Les injustices et inégalités socio-économiques se traduisent par l'accès inéquitable aux ressources, chômage des jeunes, pauvreté

endémique, marginalisation des populations rurales, exclusion politique et méconnaissance de la diversité identitaire. Tout cela compromet le vivre-ensemble et provoque des crises sociopolitiques.

### **1.3. Ingérence étrangère et les intérêts géostratégiques**

L'ingérence des puissances étrangères mues par des intérêts géostratégiques et économiques constitue une des causes profondes des crises sociopolitiques en Afrique noire contemporaine. Loin d'être un espace politiquement autonome, l'Afrique noire continue d'être le théâtre de rivalités internationales souvent déguisées sous des formes humanitaires, sécuritaires ou diplomatiques. Jean-François Bayart faisait remarquer que l'Afrique n'est pas hors du monde, elle est dans le monde, et le monde est dans l'Afrique. Cette observation de Bayart rappelle que les crises en Afrique sont aussi le produit d'interférences extérieures, notamment à travers le soutien de puissances à des régimes autoritaires en échange de ressources stratégiques comme le pétrole, l'uranium, l'or, les terres rares, etc.

Entre autres exemples, il y a le soutien de la France à certains régimes en Afrique centrale dans le cadre de la « Françafrique », les interventions militaires de puissance comme les États-Unis en Somalie, au Sahel ou la Russie à travers le groupe Wagner. Ces exemples illustrent comment la défense d'intérêts étrangers prend souvent le pas sur le respect de la souveraineté des peuples. Ces interventions, loin d'être de nature à pacifier les pays, ont parfois contribué à aggraver les tensions internes, alimenter des conflits armés ou maintenir les pouvoirs contestés.

Thomas Sankara, figure emblématique de la souveraineté africaine, affirmait : « L'impérialisme, c'est l'ennemi. Il est là qui nous surveille ». Ces propos de Thomas Sankara résument la conscience d'un pouvoir invisible, mais puissant, qui interfère dans les processus démocratiques africains. Les logiques d'ingérence étrangère, sous couvert de coopération, pèsent lourdement sur la stabilité politique de l'Afrique contemporaine : exploitation des ressources par des puissances extérieures, instrumentalisation des conflits locaux, poids des dettes et conditionnalités des aides.

En inférant dans les choix politiques, économiques et militaires des pays africains, les puissances étrangères limitent leur capacité à construire des institutions fortes, solides et légitimes. Nombre de régimes africains ont été imposés ou soutenus par des puissances étrangères, non pas en raison de leur adhésion aux principes démocratiques, mais plutôt parce qu'ils servent des intérêts stratégiques. Ce soutien entretient une dépendance structurelle, affaiblit la responsabilité des gouvernants envers leur population et nourrit un climat de méfiance. C'est dans ce sens qu'Achille Mbembe faisait entendre que le post-colonialisme africain a trop souvent été le théâtre d'une souveraineté par procuration.

Les peuples, marginalisés des processus de décision, peuvent être tentés par des formes de contestation radicales, d'où la multiplication des révoltes populaires, des mouvements séparatistes, ou même de l'adhésion à des groupes armés. Par ailleurs, la compétition entre puissances étrangères comme la France, la Chine, la Russie, les États-Unis, la Turquie, etc., accentue les tensions entre communautés internes, divisées selon les lignes de fracture souvent manipulées à des fins d'influence.

En plus, la dépendance aux aides extérieures et l'alignement sur des agendas étrangers devient les priorités nationales. À juste titre, Frantz Fanon estimait que les nations européennes se sont enrichies grâce aux colonies, et maintenant qu'elles veulent les quitter, elles veulent encore décider de leur sort. Cette domination postcoloniale continue, sous d'autres formes, empêche l'émergence de politiques véritablement endogènes de développement et de paix.

## **2. Les conditions de réalisation d'une paix durable en Afrique**

La mauvaise gestion des différentes identités ainsi que la mauvaise gouvernance sur fond d'injustice sont à l'origine des multiples crises dont l'Afrique noire est victime. Partant, une politique basée sur la justice serait une solution. Une politique juste réside dans la justice sociale, laquelle passe avant tout par le respect des droits de l'homme, l'identité dialectisée, l'apport social du philosophe et le consciencisme de Kwame Nkrumah.

En plus de la justice, il convient de prôner le dialogue et le pardon qui constituent des assises spirituelles de la paix. L'éducation est

aussi une condition d'effectivité des solutions précédentes et de la promotion de la bonne gouvernance et de la réforme du style de vie.

### **2.1. La justice sociale et le respect des droits de l'homme**

Pour qu'il y ait une justice sociale effective sur le continent africain, il faut avant tout la reconnaissance et le respect des droits de l'homme, laquelle passe par la reconnaissance de sa dignité, de sa valeur intrinsèque et absolue. En effet, la dignité humaine doit être considérée comme une valeur absolue, c'est-à-dire qui ne peut être échangée. Ce qui signifie qu'elle est au-dessus de tout. Tout homme, abstraction faite de sa race, de son ethnie, de son idéologie politique ou de sa foi religieuse, doit être reconnu comme un être humain à part entière, et qui mérite, par conséquent, de jouir de tous ses droits. En plus, les gouvernants africains doivent-ils comprendre que les revendications des droits de l'homme ne sont pas dirigées contre l'État par ressentiment, mais ont un but qui est la consolidation de l'État de droit. « Les droits de l'homme, ce n'est pas contre l'État, mais pour contrôler l'État, autrement dit l'empêcher de dévier » (H. Yacouba, 2017, p. 80).

Face aux multiples violations des droits de l'homme perpétrées ici et là en Afrique noire, il incombe aux États africains, à la société civile et à la communauté internationale de conjuguer leurs efforts relativement au mécanisme de contrôle du respect des droits fondamentaux de la personne humaine.

De même, la défense des droits humains en Afrique passe par la lutte contre la pauvreté tant matérielle que mentale. La pauvreté matérielle est fondamentalement un déni de la dignité humaine. En effet, elle est un manque des ressources, des capacités, des choix, de la sécurité et du pouvoir sans lesquels on ne peut jouir d'un niveau de vie adéquat ni des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

La pauvreté mentale consiste dans l'ignorance, c'est-à-dire le manque d'éducation. L'extrême pauvreté matérielle qui existe en Afrique noire doit être dénoncée comme violation d'un droit fondamental. De ce fait, les gouvernants doivent créer des emplois qui conduisent au bien-être des travailleurs. Le travail ne procure du bien-être que s'il permet au travailleur de se réaliser, d'accomplir son

humanité (H. Yacouba, 2017, p. 63). Le résultat final de son travail doit lui être socialement utile. Le travailleur est heureux lorsque son travail lui permet de bien vivre. Le bien-être du travailleur est fonction à la fois des biens du corps et de ceux de l'esprit : il renvoie à la satisfaction de ses droits économiques et sociaux.

Une politique juste inclut également une bonne gestion des différentes identités potentiellement conflictuelles. L'antidote majeur aux abus de l'identité c'est de dialectiser. En effet, l'identité dialectisée est une posture du sujet raisonnable qui se donne des leçons de respect pour l'autre, son semblable. Elle exige qu'on se comporte impérativement avec davantage de respect, de politesse ou d'attention à l'égard des autres.

Pour être bien vu par les autres, il convient de se comporter avec bienveillance et éducation. A cet égard, l'identité dialectisée ne rime pas avec la prolifération des propos calomnieux, violents ou injurieux, lesquels conduisent à un conflit. Le souci de protéger son identité ne doit en aucun cas se justifier au moyen de la violence physique ou verbale. Ainsi l'identité dialectisée exige du sujet de la modération sentimentale en tout et partout. L'identité est un couteau à double tranchant. C'est pourquoi, elle mérite d'être gérée de manière rationnelle et raisonnable. Cette gestion, pour un meilleur vivre ensemble passe par ce qu'Emmanuel Levinas appelle transcendance ou amour. Et l'amour dont il est question ici, « ce n'est pas l'amour en tant qu'aspiration qui est transcendance triomphale, mais l'amour en tant qu'union » (E. Levinas, 1995, p. 32). Cet amour est donc socialité ou proximité. L'ouverture à l'autre, en tant que transcendance, devient *ipso facto* immanence. Par la transcendance, je deviens l'autre et celui-ci devient moi. La transcendance est donc union scellée dans la différence. Une telle différence est espace de paix et non de conflit. La transcendance consiste en quelque sorte dans une émancipation de l'identité :

Nous émanciper de l'identité dans sa forme autocentrée conduit à construire l'identité possible, l'identité culturelle en tant qu'expérience intersubjective : liberté identitaire, lieu confluent où s'entrecroisent des raisons impures, des perceptions jusqu'alors imprévisibles et des prévisions aujourd'hui imperceptibles (M. Beji, 2004, p. 326).

L'émancipation de l'identité est donc un véritable rempart contre les conflits raciaux, religieux et ethniques qui sont de plus en plus aigus en Afrique.

Loin d'être inutile ou producteur d'abstractions vides de contenu substantiel, le philosophe a une noble fonction sociale. Entendu étymologiquement comme ami du savoir, il est en quête permanente du bonheur à la fois individuel et collectif. Il critique la société pour le bien-être social. Fonctionnaire de la raison, il est en quête permanente d'une transformation qualitative de la société, et cela même au prix de sa vie. Partant de cela, le philosophe a une fonction civique et critique en produisant des citoyens attachés à la nation. Il leur ouvre et donne l'esprit critique par opposition à l'esprit dogmatique dont on sait les conséquences catastrophiques quand il fait irruption dans le champ politique et religieux. Le philosophe se veut avant tout un éclairer de la cité, d'où il est entendu comme un éducateur social.

Ennemi déclaré de la *doxa* ou opinion, il cherche à extirper sa société de l'obscurantisme multiforme. La religion mal appliquée par exemple est une catastrophe sociale : surpeuplement fondé sur le préjugé que « il faut faire beaucoup d'enfants car c'est Dieu qui nourrit, terrorisme fondé sur la folie que celui qui ne pratique pas ma religion ne mérite pas l'existence » (H. Yacouba, 2017, p. 107). Ce sont là autant de préjugés et croyances qui font le malheur du continent africain et que le philosophe entend combattre. Pour l'avènement d'une vie sociétale apaisée, le philosophe enseigne des valeurs cardinales, telles que la tolérance, la vérité, la justice, la tempérance.

Par ailleurs, le philosophe éclaire les uns et les autres sur la nécessité de créer l'unité au sein de la diversité. Il joue donc une fonction dialectique au sein de la société. Il se veut agent d'humanisation sociale (H. Yacouba, 2015, p. 83). En effet, le philosophe est soucieux du devenir, sinon de l'avenir essentiel de la société dans laquelle il vit. Il pense comme le dit Habermas, que les destins historiques d'une culture ou d'une société ont un sens que préétablit une compréhension préalable qui engage toute la collectivité de tout ce qui peut advenir dans le monde (J. Habermas, 2011, p. 158). Pour ce faire, il est préoccupé de la cohésion sociale

laquelle réside dans l'entente, c'est-à-dire le ralliement des hommes comme gage de l'existence des groupes sociaux.

En d'autres termes, le but du philosophe est de reposer la question du sens de l'existence humaine et sociale. Il s'adonne à une tâche d'éclaircissement réflexif des conditions de possibilité d'une bonne existence. Qu'il soit idéaliste ou matérialiste, il lutte pour l'humanisme, c'est-à-dire la promotion de l'homme pour l'homme. Aussi le philosophe tient le rôle de formation des individus à la citoyenneté et à la responsabilité. Il éclaire, par exemple, les dirigeants politiques sur l'importance sociale, politique et économique de l'accès des femmes à l'éducation. En définitive, disons que le philosophe est un guide social. Par sa fonction existentielle et critique, il lutte pour une société digne du terme. Au total, le philosophe se veut tuteur ou penseur de bien-être et de progrès social, un éveilleur de la société à la conscience de ses intérêts.

S'il y a un philosophe africain dont la pensée est d'une signification actuelle en matière de politique de développement continent noir, c'est bien Kwame Nkrumah. Ce dernier a élaboré une pensée philosophique, sociale et politique très originale appelée consciencisme. Selon Nkrumah,

Le consciencisme est l'ensemble en termes intellectuels, de l'organisation des forces qui permettent à la société africaine d'assimiler les éléments occidentaux, musulmans et judéo-chrétiens présents en Afrique et les transformer de façon qu'ils s'insèrent dans la personnalité africaine (K. Nkrumah, 1965, p. 120).

Le consciencisme aide à créer dans tous les États africains une identité nationale afin qu'émerge la posture philosophique de l'État-nation contre le tribalisme. En effet, un tribaliste ignore et nie l'idéal du genre humain et de la dignité humaine. Sa logique sectaire est une négation de l'origine commune de l'homme. Vu qu'il ne peut pas y avoir de développement en Afrique noire sans unités nationales, le recours au consciencisme est d'une contribution inestimable. Le consciencisme est pour l'Afrique noire l'amour du travail et le refus de l'injustice d'une certaine bourgeoisie locale qui vit du travail des

masses populaires. Le développement de l'Afrique est fondé sur une certaine intégration des valeurs tant endogènes qu'exogènes.

Partisan résolu de l'intégration politique en Afrique, Nkrumah défend une intégration culturelle du continent passage obligé de son développement. Le développement de l'Afrique est fonction de sa culture. « Bien appliqué, le consciencisme permet de rapprocher les peuples africains culturellement différents que l'État colonial maintient dans un rapport permanent d'hostilité mutuelle » (H. Yacouba, 2017, p. 123).

## **2.2. Du dialogue et du pardon comme assises spirituelles de la paix**

Dialoguer, c'est échanger, c'est le fait de s'entretenir avec une ou plusieurs personnes. Halidou Yacouba, préconise deux types de dialogue à savoir le dialogue interculturel et le dialogue politique. Le dialogue interculturel dit-il, s'avère nécessaire en matière de prévention et de gestion des guerres et des conflits identitaires en Afrique. Il permet aux uns et aux autres de comprendre les différences culturelles en termes d'unité plurielle de l'humaine condition. Cela ne signifie nullement que les différences culturelles n'ont aucune consistance.

Bien au contraire, elles sont importantes en ce sens qu'elles sont porteuses d'enrichissement mutuel. À cet effet, il affirme que « le dialogue interculturel les amène à apprendre à gérer la diversité culturelle dans la double dynamique des différences et du droit aux ressemblances. Il signifie intégration au sens non pas d'assimilation pure et simple, mais plutôt de complémentarité » (H. Yacouba, 2012, p. 131). Il s'agit donc pour nous de montrer que l'ethnocentrisme et les fondamentalismes religieux, en tant qu'expressions des identités radicales, peuvent être transcendées par le dialogue, afin qu'émerge l'ouverture spirituelle ou l'humanisme de l'autre homme pour paraphraser Emmanuel Levinas.

Le dialogue interculturel permet « un échange d'idées entre groupes et individus culturellement distincts » (H. Yacouba, 2017, p. 144). Autrement dit, il favorise le vivre-ensemble des peuples ou individus, malgré leurs différences ethnique, culturel, religieux et linguistique.

La place prépondérante du dialogue interculturel dans le contexte démocratique africain, est qu'il favorise la paix, gage d'intégration politique et de réussite économique. Source de compréhension mutuelle entre les groupes et individus d'expériences culturelles différentes.

Le dialogue interculturel est une solution adaptée aux conflits identitaires. C'est par le dialogue que les identités culturelles qui sont a priori des frontières deviennent poreuses en laissant entrevoir une unité originare : l'humanité. En réalité, le dialogue interculturel fondé sur la tolérance est transcendance des différences. Par celle-ci, les différences viennent à dépasser leurs unilatéralités réciproques. Le dialogue est recueillement pour les différentes identités culturelles naturellement conflictuelles. Dialoguer c'est échanger avec l'autre en vue de faire amitié.

En plus, il existe en Afrique une pratique culturelle appelée « parenté à plaisanterie » dont le but est de résoudre ou prévenir des conflits tant individuels que collectifs. La parenté à plaisanterie est un vecteur de dialogue interculturel entre les peuples. Elle transforme les joutes en humour, évitant de ce fait même l'aboutissement à la tragédie comme il est de coutume dans beaucoup de pays africains. En tant que source de solidarité ethnique, elle peut renforcer le lien social en contribuant à une intersubjectivité basée sur la reconnaissance et le respect de l'autre. En tant que dialogue dialectique, elle prévient les drames humains comme les génocides.

Le dialogue interculturel se veut une interconnexion des différentes cultures. Pour reprendre la pertinente remarque de Dibi Augustin :

La différence est ainsi essentiellement un acte : celui de se différencier, et de se différencier précisément à partir d'une unité que l'on ne saurait renier sous peine de s'éteindre dans la rigidité sans vitalité d'un contenu extérieur. Deux cultures ne peuvent être différentes et significatives dans leur différence qu'à la condition de renvoyer à une unité de principe en et par laquelle elles se posent (A. Dibi, 1994, p. 75).

C'est par le dialogue interculturel que les peuples et individus d'horizons culturels différents dans les Etats africains en gestation

démocratique, peuvent se comprendre mutuellement. Face aux conflits confessionnels auxquels sont souvent victimes bon nombre de pays africains comme le Nigéria et le Soudan par exemple, conflits entre musulmans et chrétiens tous en quête du pouvoir d'État, la promotion du dialogue interculturel s'impose. Ainsi les communautés chrétiennes reconnues par le port de minijupe, et les musulmanes du foulard, peuvent se comprendre mutuellement sans accroc à travers un dialogue franc et sincère. C'est au moyen du dialogue interculturel qu'un juif, un chrétien et un musulman peuvent vivre pacifiquement dans une même communauté. Ceci est une preuve parmi tant d'autres que le pluralisme est une valeur positive et une attitude indispensable.

En plus du dialogue, il y a la nécessité du pardon. Le pardon généralement consiste à remettre à quelqu'un ses péchés, ses manquements. « Le pardon se veut un acte moral consistant essentiellement dans un mouvement spirituel vers autrui. Il passe par l'engagement solennel pour la paix avec autrui considéré jusqu'ici comme ennemi » (H. Yacouba, 2017, p. 188). Selon Yacouba, on ne peut parler de « pardon » que si et seulement si auparavant l'on ait rendu justice.

En d'autres termes, la justice précède le pardon. En effet, une fois la justice rendue par le dévoilement de la vérité, le pardon permet de transformer les clivages ethniques en reconnaissance ethnique fondée sur l'amour mutuel. Le dévoilement de la vérité des actes criminels amène leurs coupables à les regretter. Ainsi, la demande de pardon à partir de la vérité révélée, débouche sur une vraie et authentique réconciliation des esprits. Celle-ci amène les protagonistes à toujours cultiver la tolérance dans leur vie quotidienne.

Le pardon vrai et sincère instaure une égale solidité d'amour fraternel et de confiance entre les ennemis d'hier. Il transforme les solidarités ethniques sur fond d'exclusion en solidarités citoyennes inclusives. Le pardon vrai et sincère proclame une autre pratique de l'identité. Il permet aux et aux autres de civiliser leurs différences en ouvrant leur identité à l'universel humain. S'ouvrir à l'universel humain c'est éviter que la pratique de l'identité se ferme aux autres. Dès lors, se trouvent anéantis les méfaits de l'identité absolue. Le pardon vrai et sincère proclame une autre pratique de l'identité. Il

permet aux uns et aux autres de civiliser leurs différences en ouvrant leur identité à l'universel humain.

Le pardon donne les outils spirituels pour pacifier la vie commune. Il invite, pour parler comme Ricœur, à la réflexion, c'est-à-dire intelligence du sens de toute communauté politique. Le pardon acte de parole doit être considéré comme une signature, donc comme création symbolique d'engagement responsable, comme gage à l'ensemble des pactes sociaux, comme « aurore de sens » (P. Ricœur, 2006, p. 114).

Le rôle du pardon est de palier à la fragilité des affaires humaines, « à l'insociable sociabilité des hommes. L'importance du pardon est qu'il impose des relations confiantes entre les hommes d'une même nation, malgré leur différence d'ordre culturel ou idéologique. Le pardon accompagné d'une politique juste apprivoise l'identité radicale en transformant celle-ci en identité plus respectueuse des différences donc ouverte à la diversité. Le pardon qui va de pair avec la justice sociale, crée ce que Pierre Bourdieu appelle « l'État-nation, l'État unifié contre les régions et les provinces, mais aussi contre les divisions en classes » (P. Bourdieu, 2012, p. 546).

La quasi-totalité des solutions précitées trouvent leur effectivité dans l'éducation. L'un des moyens permettant de vivre dans la paix et de prévenir les conflits est bel et bien l'éducation. En effet, l'éducation notamment celle relative à la citoyenneté sert de fondation à la démocratie. En enseignant les valeurs de la république, elle favorise la culture démocratique chez le citoyen. Celle-ci, en socialisant les citoyens, contribue beaucoup à la culture de la paix. Il nous faut une éducation basée sur les principes démocratiques tels que : la tolérance, la justice, la vérité, la responsabilité et l'unité nationale. Il convient d'enseigner aux jeunes gens que la démocratie se cultive par des actes et des propos empreints de sagesse.

En outre, il faut insister sur l'importance du respect des droits de l'homme et veiller qu'ils soient inscrits au programme d'études, et ce à tous les niveaux de l'enseignement.

### **2.3. Promotion de la bonne gouvernance et réforme du style de vie**

La promotion de la bonne gouvernance peut contribuer de façon significative à la résolution des crises sociopolitiques en Afrique noire et permettre le développement du continent. Une gouvernance transparente,

responsable et respectueuse des lois renforce la confiance des citoyens envers l'autorité et les institutions. Dans ce sens que Kofi Annan soulignait que « la bonne gouvernance est le facteur le plus important pour éradiquer la pauvreté et promouvoir le développement ». Aussi, la bonne gouvernance lutte contre la corruption, garantit une meilleure répartition des richesses et réduit les frustrations sociales. Elle assure et renforce l'État de droit et de la justice sociale.

En effet, un État bien gouverné promeut un système judiciaire impartial, protège les droits humains et garantit l'égalité devant la loi. Cela prévient les sentiments d'exclusion et favorise la cohésion sociale. En outre, la bonne gouvernance contribue à l'amélioration de la participation citoyenne. Autrement dit, elle implique la participation active des citoyens à la prise de décision. Chose qui permet d'exprimer pacifiquement les revendications et réduit le recours à la violence dans l'expression des revendications. Ainsi, elle favorise la paix durable. La bonne gouvernance doit aller de pair avec la réforme du style de vie. Cette réforme implique un changement des comportements individuels et collectifs fondé sur la sobriété, l'éthique de la responsabilité, l'éducation civique et citoyenne, la valorisation de la justice, de la solidarité et de la transparence.

Comme les crises en Afrique sont souvent nourries par le clientélisme, l'avidité, la corruption, le manque de conscience citoyenne, l'ethnocentrisme ou les divisions communautaires, il convient de réformer les mentalités. Cela permettrait d'encourager une participation citoyenne plus éclairée, de renforcer les valeurs démocratiques et de limiter les manipulations politiques et sociales.

À cela s'ajoute la réforme du style de vie. Elle consiste à penser notre propre vie d'une façon radicalement nouvelle. Elle invite à changer notre manière de percevoir notre prochain et nous-même. La résolution des crises sociopolitiques en Afrique noire impose un changement fondamental des représentations qui sont aux racines même du problème. Entendons par représentation la manière dont nous percevons autrui. Nous devons apprendre à nous regarder avec un esprit d'humanité et de fraternité. Une telle perception d'autrui peut permettre d'abandonner les pratiques comme l'exploitation de l'homme par l'homme et d'œuvrer pour une distribution plus équitable des richesses dans le monde.

La convergence des crises à laquelle l'humanité est en train d'assister à grande vitesse à savoir crises sécuritaires, crises économiques, etc. « conduit droit à une crise sociale planétaire et à une récession économique mondiale dont les effets sont imprévisibles » (N. Hulot, 2004, p. 6). Rien n'est donc plus urgent que de procéder à un immense changement de braquet et de perspective. « Changer pour ne pas disparaître », souligne P.

Rabhi (2009, p. 6). Ce point « s'adresse à chaque conscience individuelle pour qu'elle prenne conscience et opère, elle aussi, sa mutation, hors des pièges de la volonté de puissance et des pulsions de domination » (P. Rabhi, 2009, p. 6).

Nous sommes invités à vivre une vie simple qui affecte au minimum l'humanité. Simple dans les moyens, riches dans les fins. Cet effort de simplicité invite à vivre dans la modestie. « L'insurrection des consciences individuelles contre tout ce qui les aliène et qui détruit leur milieu de vie est une condition nécessaire pour que l'humanité échappe au pire et que, en même temps, elle construise les bases d'une nouvelle époque de mieux-être » (N. Hulot, 2004, p. 7). Par conscience, Rabhi entend « ce lieu intime où chaque être humain peut en toute liberté prendre la mesure de sa responsabilité à l'égard de la vie et définir les engagements actifs que lui inspire une véritable éthique de vie pour lui-même, pour ses semblables, pour la nature et pour les générations à venir » (P. Rabhi, 2009, p. 8).

## Conclusion

Le sujet qui a fait objet de notre réflexion est intitulé : « Crises sociopolitiques en Afrique noire contemporaine : enjeux et solutions pour une paix durable ». Cet article présente la situation critique et alarmante observée dans le paysage sociopolitique sur le continent. Il fait des propositions de réponses aux problèmes préoccupants de développement et de paix durable auxquels les sociétés contemporaines africaines sont confrontées.

Pour ce faire, la réflexion montre que les conflits observés dans le paysage sociopolitique trouvent pour la plupart leur fondement dans la mauvaise gouvernance, les injustices et inégalité socio-économiques et l'ingérence et les intérêts géostratégiques.

Y sont aussi analysées les conditions d'une paix durable en Afrique noire contemporaine dont la solution politique basée sur la justice, le respect des droits de l'homme, la dialectisation de l'identité, le dialogue, le pardon et l'éducation pour la paix.

## Références bibliographiques

DIBI Augustin, 1994, *L'Afrique et son autre : la différence libérée*, Abidjan, Collection penser l'Afrique.

DUSSEY Robert, 2002, *Pour une paix durable en Afrique*, Abidjan, Les Editions Bognini.

HABERMAS Jürgen, 1986, *Morale et communication*, Paris, Cerf.

HULOT Nicolas, 2004, *Le syndrome du Titanic*, Paris, Calmann-Levy.

- KONATE Moussa, 2010, *L'Afrique noire est maudite ?*, Paris, Fayard.
- LEVINAS Emmanuel, 1982, *Ethique et infini*, Paris, Fayard.
- PLATON, 1966, *La République* (R. Baccou, Trad.), Paris, Garnier-Flammarion.
- POL-DROIT Roger, 1995, *Philosophie et démocratie*, Paris, Editions UNESCO.
- RABHI Pierre, 2009, *Manifeste pour la terre et l'humanisme*, Mayenne, Actes Sud.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, 1964, *Du contrat social in Œuvres complètes*, Paris, Gallimard.
- WEIL Éric, 1950, *Logique de la philosophie*, Paris, Vrin.
- YACOUBA Halidou, 2017, *Justice sociale et paix en Afrique*, Paris, L'Harmattan.

## Table des matières

De l'utilité sociale de la philosophie et de la contribution du Laboratoire de philosophie à la formation d'une relève endogène ... Georges ZONGO .....	27
Biopsychosocial repercussions of HIV seropositivity in pregnant women treated at the Yopougon Santé Urban Health Center, Ivory Coast ... Woria Affibè AMICHIA, Rita AKA, Yao Étienne KOUADIO.....	39
La diaspora haoussa de Korhogo : de la mobilité sahélienne à l'ancrage urbain (1903-2010) ... Dossongou Drissa SORO .....	61
De quoi souffre l'humanité : de la laïcité ou du terrorisme ? Tégawendé Lazard OUEDRAOGO .....	85
Médecine d'augmentation et nature humaine : défis d'une régulation éthique et politique ... Jean Désiré SAWADOGO, Roger TAMBANGA.....	109
Conflits armés terroristes et relations sociales au Mali : cas des rapports inter et intracommunautaires dans le cercle de Niono ... Siriman FANE, Oumarou TOGOLA.....	137
La langue bisa dans Terre rouge d'Aristide TARNAGDA ... Issifou TARNAGDA, Boukary TARNAGDA, Mamadou BAYALA....	151
Les alliances matrimoniales en Afrique de l'Ouest : un mécanisme traditionnel de gestion des conflits et de consolidation de la paix ... Thérèse SAMAKE.....	175
Effets de la valorisation du pagne Koko Dunda à Bobo-Dioulasso au Burkina Faso ... Arcadius SAWADOGO.....	205
Du rituel à l'hypocrisie : critique du « mastuvuisme » religieux comme simulacre de piété en Afrique ... N'guessan Fidèle KOUASSI .....	223

Dynamique des genres et plurilinguisme comme esthétique d'affirmation de soi et de construction d'identités dans les arts et les lettres négro-africains ... Boulkindi COULDIATI .....	241
Politique et science : la question de la conscience de l'utilisateur selon Edgar Morin ... Dimon Raymond OYENIRAN .....	257
Crises sociopolitiques en Afrique : enjeux et solutions pour une paix durable ... N'dah Pascal N'TCHA.....	273
Enjeux de la Pisciculture dans la commune Bagré : entre entrepreneuriat et perceptions des consommateurs ... Denis IDO, Ousmane ZOUNGRANA, Jean Charles BAMBARA .....	293
Le machiavelisme : somme de valeurs soporifiques ou thérapeutiques ? ... Akesse Charles MIAN, Niali Armand-Privat PILLAH, Bi Naga Landry BOTTY .....	313
Le ballet, la mode et la musique comme outils d'une poésie totale chez Mallarmé ... Soiliho BAIKORO.....	329
La réappropriation de l'histoire dans le théâtre africain contemporain (1990 à nos jours) ... El Hadji Abdoulaye SALL .....	343
L'inscription du lecteur dans le roman africain francophone contemporain : stratégies autoriales de programmation de la réception ... Tchasse AKPAOU .....	357
Le deuxième livre de « l'ethnographe » africaniste. De Michel Leiris à Valentin Yves Mudimbe ... MORO NGOMO Will's Ulrick Confi .....	383
Penser l'endogénéité du développement durable en Afrique postcoloniale à la lumière de la démocratie substantive : prolégomènes à une gouvernance intégrale... Amenan Madeleine KOUASSI, Goli Jean Christ Jonathan GOGBÉ.....	403
Monseigneur Dieudonné YOUGBARÉ et la synodalité... Alfred BONKOUNGOU .....	427

Analyse sémantico-pragmatique des inférences dans la langue koulango ... Kouadio Eric ADJOUMANI, Yves-Marcel YOUANT, Jean-Claude DODO .....441

Les services publics mobiles comme instrument de politique publique au Sahel... Sampala Fatimata BALIMA.....453